



L'AUTORITE



162 ST-DENIS

GASTON MAILLET, directeur

REDDE CAESARI QUAE SUNT CAESARIS

GILBERT LARUE, rédacteur en chef

Tél. Est 893 Abonnement: Par maille... \$2.00 par année

Nettoyez vous - mêmes cette écurie !

Le format de 'l'Autorité'

Pourquoi j'entre au National ?

C'est parce que la pratique des sports est l'entraînement le plus propre à développer l'initiative... répond l'honorable M. Albert Sévigny, interviewé par 'l'Autorité'

L'Autorité, marchant non pas sur les traces d'autrui, mais sur ses traces à elle, réduit son format, pour cette semaine, à deux pages, se réservant de publier à quatre pages dès la prochaine semaine peut-être.

Déjà, au cours de l'hiver, elle avait adopté à quelques reprises cette tactique, dictée par les conditions spéciales qu'impose la guerre aux publicistes.

Et en dépit de certains pessimistes annonçant que nous allons au suicide, nous avons prospéré, nos lecteurs s'étant rendu compte que ce que l'administration du journal leur retransmettait en quantité, la rédaction s'efforçait de leur rendre en qualité.

N'oublions pas que si le commerce, et partant les annonces, prennent une courte vacance, le journaliste est toujours au aguets, lui, comme le pilote à la roue du navire, pendant que les passagers sommeillent. Ainsi nos rédacteurs restent à l'affût des événements importants qui se déroulent, à l'heure actuelle, dans notre ville et dans le monde entier, pendant que les annonceurs se livrent au doux farniente.

L'AUTORITE

Seigneur, débarrassez-nous de nos amis !

Notre dernier article dénonçant cette plaie purulente qui a nom "les exemptions de taxes", s'est acquis les honneurs de la reproduction dans les principaux journaux anglais.

Il est entendu que les journaux de langue française se font un scrupule d'aborder cette question, croyant de la sorte flatter le clergé, alors que celui-ci, au contraire, est plutôt enclin à blâmer avec la dernière vigueur une hypocrisie qui le représente comme peu soucieux de remplir ses devoirs civiques en retour des privilèges extraordinaires dont il jouit, si bien qu'il aurait raison de s'écrier: Seigneur, débarrassez-nous de nos amis !

Les statistiques démontrent que la superficie de Montréal, depuis l'annexion de Maisonneuve, est de 50 milles carrés.

La superficie de Toronto est de 32 milles carrés.

L'augmentation de la population montréalaise a procédé par des bonds tels que la métropole est aujourd'hui la septième ville du continent, sans compter Westmount, Outremont et Verdun, qui pratiquement en font partie.

Ces banlieues comprises, Montréal deviendrait la quatrième ville de l'Amérique du Nord, avec une population de 760,000 âmes.

Ah! si nous n'avions pas souffert, en ces dernières années, d'une administration aussi détestable, combien nous aurions progressé davantage, car un sage gouvernement finit par conférer à une ville une mauvaise réputation et une mauvaise réputation éloigne d'elle les gens sérieux.

Le capitaliste n'a nul souci d'investir des fonds dans une ville où grâce à la dilapidation de l'argent du public les taxes augmentent avec rapidité.

Nous n'approuvons pas plus aujourd'hui que nous ne l'approuvions hier le mode d'élection de nos administrateurs municipaux, parce qu'il constitue une flagrante violation du droit de suffrage; mais puisqu'ils existent, ces administrateurs, il faut bien les prendre tels qu'ils sont.

D'autre part, ils auront beau se battre les flancs, ils n'arriveront à rien aussi longtemps qu'un quart ou un tiers de la propriété foncière sera exempt de taxes.

Des journaux s'appliquent à démontrer, par l'élimination des propriétés du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial, des églises, convents, hôpitaux, — que la balance ne représenterait, proportionnellement à l'évaluation municipale, qu'une valeur négligeable.

Qui veut trop prouver ne prouve rien: l'évaluation des propriétés exemptes n'a pas été augmentée, par nos gouvernements municipaux, depuis 10 ans, alors que la propriété imposable subissait une augmentation de 100 pour cent.

Sélection faite de la propriété aujourd'hui exempte et qui devrait payer des taxes, on s'aperçoit qu'elle atteint une valeur réelle d'au moins \$100,000,000, et qu'elle devrait verser bon an mal an, en taxes civiques et scolaires, au moins \$2,000,000.

Jules CRAPAUD.

Uue bombe politique

L'hon. M. Blondin aurait conquis le Dr Béland au cabinet unioniste

(Spécial à "L'Autorité")

Beauceville, 5. — Je vous envoie une nouvelle qui va faire fureur dans les cercles politiques, et je vous la garantis de la plus belle authenticité.

Vous avez dû remarquer que le retour du docteur Béland d'Europe coïncide avec celui de l'hon. M. Blondin.

Or, les amis du docteur Béland, ici, dans la Beauce, ont été avertis de se préparer à une élection partielle qui sera tenue sous peu.

Il ne s'agit ni plus ni moins que de l'entrée du docteur Béland dans le cabinet unioniste, en vertu d'un pacte conclu entre lui et l'honorable M. Blondin, mandataire du gouvernement.

L'hon. M. Blondin, c'est entendu, restera dans le cabinet, car il aura un siège au Sénat. C'est justement pourquoi si R. L. Borden, premier ministre, aurait jeté les yeux sur le docteur Béland, qui lui peut être facilement élu dans la Beauce et détiendrait un mandat direct du peuple, et ce qui est encore plus difficile à obtenir pour les unionistes à l'heure actuelle, un mandat de la province de Québec.

Sortant des géoles allemandes après quatre ans de détention, le Dr Béland veut s'employer à faire payer cher aux Teutons ce qu'ils lui ont fait souffrir. Mais voilà qu'il va, n'est-ce pas, casser rudement le "rinquier" à M. Rodolphe Lemieux, qui sue sang et eau, voilà bientôt sept ans, pour décrocher un portefeuille?

Faits divers

Le vaisseau-hôpital Llandoverly Castle est torpillé par un sous-marin allemand au environs de 200 milles de la côte d'Irlande. Le navire sombre en moins de dix minutes. 258 personnes à bord, comprenant huit médecins et quatorze garde-malades. Seule, une embarcation de 24 personnes échappa au désastre. Voile-toi la face à civilisation!

Le ministre Bolshéviki des affaires étrangères déclare aux représentants anglais, français, italien et américain, qu'il compte sur leur appui pour exécuter le mouvement tchéco-slave.

Les Allemands continuent d'offrir leur aide aux Bolshéviki, espérant ainsi contrôler la Russie.

L'état de guerre est proclamé dans la province d'Arhangel. Des troupes américaines atterissent et se rangent aux côtés des Anglais et des Français pour protéger le chemin de fer et le matériel de guerre contre la population locale qui est soudoyée par l'Allemagne. Quelle tour de Babel que cette Russie!

Alors que je me lève pour prendre congé, l'honorable M. Sévigny conclut: — Le jour où les Canadiens-français, en général, seront des sportifs, ils auront accompli un grand pas, car le sport, c'est la passion de l'effort continu, acharné, toutes facultés tendues comme les cordes d'un violon, premier gage de succès; et c'est aussi l'amour du risque, car serait-il devenu banal à force d'être répété, il n'en demeurerait pas moins vrai, le proverbe: "Qui ne risque rien n'a rien..."

GILBERT LARUE

Réponse de "l'Autorité" aux membres du Conseil du Barreau qui lui demandent de porter des accusations spécifiques contre certains avocats qui ont exploité les conscrits

Convoquez les victimes sur le Champ-de-Mars

A MM. les membres du Conseil du Barreau de Montréal.

Messieurs, — "L'Autorité" reçoit de votre secrétaire, M. Gustave Marin, cet extrait des minutes d'une assemblée de votre Conseil, tenue le 21 juin dernier:

"Monsieur le syndic (Me J.-B. Bissonnette) soumet au Conseil un article de "L'Autorité" intitulé: "Purifiez le Barreau", sous forme d'une lettre ouverte, ainsi qu'une lettre anonyme, adressée à M. le bâtonnier, critiquant l'attitude de certains avocats qui auraient exploité les conscrits avides d'exemptions.

"Il est unanimement résolu: "Sur proposition de Me C.-Z. Laporte, C.R., appuyé par Me Henry J. Elliott, C.R., que le secrétaire soit requis d'informer le directeur du journal "L'Autorité" que le Conseil du Barreau n'agit que sur accusations spéciales et que si "L'Autorité" a des accusations à porter contre certains avocats, le directeur de ce journal peut s'adresser au syndic, Me J.-B. Bissonnette, C.R.

"Certifié vraie copie de la minute. "Montréal, 2 juillet 1918. "GUSTAVE MARIN, "Secrétaire du Barreau de Montréal."

D'abord, en réponse à ce document, "L'Autorité" entend qu'il soit bien compris de Me Aimé Geoffroy, C.R., qu'elle reçoit énormément de lettres anonymes, mais qu'il n'en part jamais de ses bureaux. Nous n'avons donc rien à voir avec celle dont parle la résolution, puisque nous en ignorons même le contenu.

Quant à la lettre ouverte adressée à M. le bâtonnier sous ce titre: "Purifiez le Barreau", elle nous était envoyée par un Vieux Libéral ayant assez connu feu l'honorable C.-A. Geoffroy pour savoir que son fils, Aimé, ne pouvait faire autrement que de marcher sur les traces de ce père rigide, dès qu'il s'agissait de dignité professionnelle. Nous nous sommes contentés de lui accorder gracieusement l'hospitalité.

Le Conseil du Barreau comme "L'Autorité" de porter des accusations spéciales et spécifiques — comme on voudra — contre les avocats qui ont cyniquement exploité les conscrits désireux d'obtenir l'exemption du service militaire.

Ce n'est pas la première fois qu'on met en demeure un journal de procéder lui-même au nettoyage de telle ou telle écurie d'Anglais, non.

M. les membres du Conseil du Barreau, il n'appartient pas à "L'Autorité" de prendre le balai pour aller nettoyer chez autrui.

C'est à vous-mêmes de purifier cette écurie. Tenez l'engueule que requiert "L'Autorité", au nom de victimes de cette odieuse exploitation.

Les accusateurs? — Ils ne manquent pas. Vous n'avez qu'à lancer, par voie des journaux, un appel à tous les conscrits saignés à blanc par certains avocats.

Et vous verrez 10,000 conscrits affluer sur le Champ de Mars. Et vous entendrez ces malheureux, si cruellement exploités alors qu'ils étaient de bons et de patriotes, car si vous restiez les bras croisés, l'indignation populaire aurait tôt fait de secouer les colonnes du Palais de Justice comme des fétus de paille et d'ensevelir sous les décombres les membres du Conseil du Barreau.

"L'AUTORITE".

Les mauvaises dents sont pires que la syphilis

J'ai une expérience pratique de 25 ans dans l'art dentaire.

Pendant 25 ans, je n'ai cessé d'être sous le harnais. Eh bien! j'offre de parler n'importe quel montant que l'on voudra, jusqu'à concurrence de \$5,000, qu'une mauvaise denture est plus dangereuse que la syphilis.

Ici-dessus j'en appelle au docteur Alphonse Mercier, au docteur A. Lassalle, au docteur T. Bruneau, au docteur François de Martigny, au docteur F. A. Fleury, qui sont sans conteste les meilleurs spécialistes de Montréal, j'en appelle à leur témoignage et à leur dire:

—N'est-il pas vrai que les mauvaises dents causent plus de maux que la syphilis? J'irai plus loin: N'est-il pas vrai que les mauvaises dents causent plus de maux que la syphilis, le cancer et la consommation réunis? La bouche étant le vestibule du corps humain, on peut se figurer quels ravages peuvent être dus à une mauvaise bouche...

Pourtant, si la bouche était soignée dès l'enfance, on ne verrait pas 95 pour cent de nos compatriotes affligés de mauvaises dents? Or, que fait la Ville pour l'enfance et pour les pauvres?

Où sont ses dispensaires gratuits, tenus par des dentistes licenciés? Je me réserve de revenir sur le sujet, m'en tenant pour aujourd'hui à mon assertion: —Que les mauvaises dents sont un fléau pire que la syphilis!...

GASTON MAILLET.

L'instituteur triomphe

C'est toujours un commencement.

La Commission scolaire a affecté \$65,000 à l'augmentation des salaires des professeurs.

Nous n'avons pas de statistiques en mains, mais nous croyons que les professeurs, en toute justice, ont droit à un salaire beaucoup plus élevé encore, et qu'ils l'obtiendront graduellement.

L'Autorité a toujours fait campagne en faveur de l'augmentation des salaires aux professeurs. Elle félicite le commissaire Perrault de son zèle et lui demande de continuer son infatigable bataille.

Bravo Mesdames !

Les dames montréalaises qui se sont occupées de l'aide à la France ont nettement démontré que non seulement elles pouvaient organiser une belle fête, mais qu'elles savaient aussi la rendre productive.

En fait-il d'autre preuve que la somme de \$35,000 qu'elles ont récoltée en un tour de main?

Nos compliments vont spécialement à lady Williams Taylor, Mmes Thibaudau, L.-H. Hébert et Huguenin.

Une statue à John H. Roberts

On devrait lui en élever une sur une de nos places publiques, à cause de la magnifique leçon de choses qu'il vient de nous donner

De bonnes gens qui doivent esquiver force signes de croix en lisant le témoignage d'Edna Robinson sur ses relations avec John H. Roberts sont les prohibitionnistes.

Nous ne voulons pas parler des prohibitionnistes militants, qui, eux, sont de fâcheuses hypocrites et continueront de prêcher la prohibition en ne l'observant pas — parce que ça paie.

Nous voulons parler du brave populo qui s'est avisé de croire que ces bonzes lui prêchaient la tempérance rien que pour l'avancement de leur salut et le sauvetage des âmes du pauvre peuple.

Aujourd'hui, les naïfs adeptes de la doctrine peuvent se renseigner, par les témoignages d'Edna Robinson, sur la mentalité de ce grand apôtre, de ce pieux, de ce saint, de cet évangélique John H. Roberts.

Lorsque chaque semaine l'Autorité traitait de tartufes la clique des prédicants de la prohibition, elle ne croyait pas être si tôt en mesure de prouver qu'elle avait raison.

Quand elle disait que les pharmaciens et les médecins de l'Ontario subventionnaient de leurs deniers la campagne prohibitionniste menée par les Hearst et les Rowell, et que nous fixions à \$500,000 le chiffre de la somme soustraite, plus d'un lecteur nous écrivait: —Des preuves, fournissez-nous des preuves.

Partant du principe — toujours vrai, quoi qu'on dise — que l'intérêt est la mesure des actions, on n'a qu'à se rappeler le cas si récent d'un médecin d'Ottawa qui a été arrêté pour avoir donné au-delà d'un millier d'ordonnances pour liqueurs alcooliques en quelques jours.

Ça rapportait gros, — une piastre par client, — à part ce que pouvaient payer en commissions les heureux pharmaciens, car on s'imagine bien qu'un pharmacien ne sera pas assez peu pratique pour ne pas verser une redevance au médecin qui lui envoie un aussi bon client que l'homme assoiffé, lequel est prêt à payer \$5, s'il le faut, pour une bouteille de whiskey.

Pour toutes ces raisons, amis lecteurs, et bien d'autres qui vous seront communiquées en temps et lieu, vous pouvez parler dès aujourd'hui que la prohibition ne sera pas mise en force de par le Dominion le 1er mai prochain. Autrement, ce serait le triomphe impudent de l'hypocrisie. Il faudrait élever une statue sur une de nos places publiques à John H. Roberts. En effet, pourquoi n'en serait-il pas ainsi. Comme employeur, John H. Roberts mérite bien une statue.

SYLVIO PICAUD

Au parc King-Edward

Le Parc King Edward s'affirme d'ores et déjà comme le rendez-vous par excellence des montréalais. Aucun autre de nos parcs suburbains ne saurait lui être comparé.

Où vont-ils aller planter leurs tentes ?

Les Québécois qui paient la taxe vendent leurs maisons à ceux qui ne la paient pas

(Spécial à "L'Autorité")

Québec, 5. — Le maire Lavigneur vient de faire un tapage de tous les diables parce qu'il a fallu, tout comme à Montréal, augmenter la taxe foncière à Québec. Il a cru bon de dauber les dernières administrations municipales, qui rend responsables de tout le mal.

Le maire Lavigneur est un politicien en mal de popularité... ou c'est un naïf. S'il veut se donner la peine de consulter la liste des exemptions de taxes dans la vieille capitale et de faire évaluer par un expert les propriétés jouissant de cette exemption, il constatera qu'une moitié ou presque de la propriété québécoise, pour une raison ou pour une autre, ne paie aucune redevance et que cette proportion déjà formidable d'exemptés ne tend qu'à s'accroître.

En effet, on n'a qu'à parcourir nos principales artères, telles la Grande-Allée et autres, pour constater que les propriétés, et parmi les plus belles, rapportant autrefois des taxes, passent peu à peu aux mains de ceux qui n'en paient pas. Nous pourrions citer la propriété d'un ancien maire de Québec, celle d'un ancien juge célèbre dans le monde des lettres...

Mais à quoi bon? Ce ne sont pas là les vérités que recherche le maire Lavigneur. Et pendant que leur maire ne s'occupe que du capital politique qu'il peut retirer de ses dénonciations contre ses anciens collègues les échevins, les Québécois ne s'aperçoivent pas qu'ils ont planté leurs tentes sur les "battures" de Bauport.

De par le monde.

NOTES BREVES

AMERIQUE — Eugène V. Tebs, quatre fois candidat socialiste à la présidence des Etats-Unis, est arrêté à Cleveland, Ohio, sous l'accusation d'avoir prononcé un discours violent la loi de l'Espionnage. Il est appréhendé au moment où il se lève pour adresser la parole à un congrès socialiste.

Sept différents projets de traversée de l'Atlantique viennent d'être annoncés par l'Aéro Club d'Amérique.

ALLEMAGNE —

Le comte Roon, parlant à la haute chambre de Prusse, des conditions de la paix, dit qu'en plus de l'annexion de la Belgique et des Flandres, et de la reprise de ses possessions, l'Allemagne devra exiger la flotte britannique, la cession du Gibraltar à l'Espagne, le partage de la Serbie et du Monténégro, et enfin une indemnité de quarante-cinq milliards.

ARGENTINE —

Une dépêche récente de Buenos Ayres nous apprend le danger qu'y court le commerce actuel et futur des Alliés, par suite des manœuvres boches.

Ces derniers, au lieu de prospecter, se servent d'argent pour obtenir des commandes.

Ce même câble ajoute qu'une action promptement est nécessaire et que l'on doit combattre l'or avec de l'or.

RUSSIE —

Alexandre Korniloff, ex-ministre du cabinet Kerensky, après avoir traversé la Sibirie, le Pacifique et l'Ouest de notre continent, arrive à New-York où il affirme le nouveau que seule, l'intervention militaire des Alliés sauvera la Russie du Tsarisme et de l'influence néfaste des Allemands.

PARC SOHMER

30me ANNIVERSAIRE

SEMAINE DU 7 JUILLET

Grand Festival

FANFARE LAVIGNE

(50 MUSICIENS)

ATTRACTIONS EXTRAORDINAIRES

Prix ordinaires 3 et 8h. p.m.

Cartes professionnelles

Tel. Main 4563

J. A. BEAULIEU

AVOCAT MONTREAL

180, St-Jacques, (chambre 203)

SAINT-AMOUR, ERNEST

COMPTABLE ET LIQUIDATEUR

11 Place d'Armes TEL. MAIN 3283

CASGRAIN PIERRE, M.P.

AVOCAT

107, St-Jacques TEL. MAIN 8009

GRAVEL, J. A. E.

AVOCAT

51 Craig Ouest TEL. MAIN 4762

Mayrand, G., notaire

90, ST-JACQUES TEL. MAIN 1223

GADROIS LIMITEE

ACHAT, vente et réparations d'automobiles de tout genre — Garage à l'épave du feu. 1545-7, Boul. ST-LAURENT TEL. ST-LOUIS 2416

Bercovich, Lafontaine et Cie

AVOCATS

180, ST-JACQUES TEL. MAIN 5106

TURCOT, N.A.P., Plombier

Une spécialité — Couverture en grès et à des prix modérés. 1000 Boul. ST-LAURENT TEL. ST-LOUIS 566

Jacobs, Hall et Cie, avocats

51 CRAIG O. TEL. MAIN 4110

Fédard, Rodolphe

EXPERT-COMPTABLE

Membre de l'Institut des Comptables. 187, RUE MCGILL — Téléphone Main 8787

Beaugard, H., Entr. Général

Edifice Power. TEL. MAIN 4104

Beaubien & Lamarche, avocats

167 rue ST-JACQUES TEL. MAIN 5756

Fontaine & Labelle, avocats

51 rue ST-JACQUES TEL. MAIN 977.

Perron, Taschereau, Rinfret, Vallée & Genest, avocats

11 PLACE D'ARMES TEL. MAIN 8808.

Dessaulles & Garneau, avocats

86 Notre-Dame Ouest TEL. MAIN 6110

"L'Autorité" est publiée et éditée par "L'Autorité" Co. Bureau: 162 rue St-Denis. Téléphone Est 893. La Compagnie d'Imprimerie Godin Limitée, 41 rue Bonsecours, coin rue Champ de Mars, en est l'imprimeur.

